

**ACCORD-CADRE DE COOPÉRATION
INTER-UNIVERSITAIRE**

ENTRE

**L'UNIVERSITÉ D'ARTOIS
(FRANCE),**

**L'UNIVERSITÉ DE LILLE 1, Sciences
et Technologies (FRANCE)**

ET

**UNIVERSIDAD DE LA REPÚBLICA
(URUGUAY)**

Préambule

En conformité avec les règlements en vigueur dans chaque pays, il est conclu, entre l'Université d'Artois (France), l'Université de Lille 1, Sciences et Technologies (France) et l'Universidad de la República (Montevideo-URUGUAY) un accord de coopération dont l'objet est d'établir et d'approfondir les relations en vue de contribuer au développement des activités de formation et de recherche.

Entre

L'Université d'Artois, établissement publique à caractère scientifique, culturel et professionnel, sise 9 rue du Temple, 62030, Arras Cedex (France), représentée par son Président, Pasquale MAMMONE, et plus particulièrement *le Laboratoire de Mathématiques de Lens* ;

L'Université de Lille 1, Sciences et Technologies, établissement publique à caractère scientifique, culturel et professionnel, sise Cité Scientifique, 59655 Villeneuve d'Ascq Cedex (France), représentée par son Président, Jean-Christophe CAMART.

et

L'Universidad de la República (Montevideo-URUGUAY), établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sise Av. 18 de Julio 1824, 11200 Montevideo (Uruguay), représentée par son recteur, Roberto MARKARIAN.

ont été convenues les dispositions ci-après :

Article 1 :

La coopération entre les établissements contractants a principalement pour objet :

- la réalisation de programmes de recherche dans le domaine couvert par le présent accord et l'échange de toutes informations concernant les résultats obtenus,
- les échanges d'enseignants-chercheurs et de tout personnel technique et administratif,
- la mobilité de doctorants et post-doctorants,
- l'organisation de confrontations périodiques sur les recherches en cours,
- la promotion de séminaires et colloques sur les thèmes de recherche correspondants,
- de manière générale, l'organisation de tout autre type de collaboration qui pourrait se révéler utile à la réalisation de ces objectifs.

Article 2 :

Sous réserve de toute extension ultérieure, la coopération entre les établissements contractants sera développée principalement dans la discipline suivante : MATHÉMATIQUES.

Article 3 :

Pour les travaux de recherche réalisés en commun dans le cadre de la présente convention, les parties s'engagent à respecter la plus grande confidentialité sur les connaissances antérieures apportées par l'une ou l'autre des parties et sur les connaissances nouvelles issues de ces travaux, dès lors que l'une ou l'autre des parties en aura fait la demande écrite expresse auprès de l'autre partie.

Aucune publication scientifique portant sur les résultats de la recherche commune ne pourra se faire sans l'accord écrit préalable de l'autre Partie. Des publications conjointes pourront être réalisées. Dans le cas de confidentialité déclarée, aucune divulgation ou diffusion, sous quelque forme que ce soit, des résultats de la recherche effectuée conjointement, ne pourra être effectuée sans l'accord commun des deux parties.

Dans l'hypothèse où les résultats peuvent donner lieu au dépôt d'un titre de propriété industrielle, les parties conviennent de négocier de bonne foi, avant tout dépôt, les termes d'un

contrat de copropriété et de gestion de ce titre de propriété, qui prévoira une répartition de la propriété au prorata de l'apport de chacune des parties dans la réalisation des travaux.

Pour les résultats de la recherche commune donnant lieu à un savoir-faire non protégeable au titre de la propriété industrielle, les parties conviennent de négocier les termes d'un accord fixant les règles communes de protection des résultats par le secret et d'exploitation éventuelle du savoir-faire.

Dans le cas de résultats pour lesquels il ne serait pas possible de déterminer le degré de participation de l'Université d'Artois, l'Université des Sciences et Technologies de Lille et de l'Universidad de la República (Montevideo-URUGUAY), les éventuels droits tirés de l'exploitation économique des résultats seront partagés à parts égales entre les partenaires.

Article 4 :

La mise en œuvre du présent accord fera l'objet d'une programmation annuelle ou pluriannuelle élaborée en commun par les trois établissements contractants qui se consulteront chaque fois qu'ils l'estimeront nécessaire.

Les trois établissements contractants dresseront périodiquement un bilan des actions réalisées ou en cours de réalisation et établiront un rapport qui sera communiqué à leurs instances compétentes.

Article 5 :

Dans le cadre du programme annuel établi conjointement, les établissements contractants s'engagent à favoriser les échanges d'enseignants-chercheurs et de chercheurs.

L'objectif de leur séjour sera :

- de prendre connaissance des systèmes éducatifs propres à chaque pays, et/ou de mettre en place des programmes d'échanges d'étudiants,
- de participer aux activités d'enseignement sous forme de séminaires, d'encadrement de projets et de conférences,
- de collaborer à la réalisation de travaux pédagogiques communs,
- de participer aux activités de recherche.

Article 6 :

Le nombre d'enseignants-chercheurs participant à ces échanges et la durée de leur séjour seront définis 3 à 5 mois à l'avance.

Avec l'aval de l'établissement d'accueil, le programme de travail est conclu de manière définitive. Les conditions d'accueil, les modalités de l'échange et les financements seront déterminés par les établissements contractants. Les parties s'accordent pour donner aux flux d'échange un caractère réciproque et pour qu'ils soient, dans la mesure du possible, fixés par un système de réciprocité défini à l'avance.

Article 7 :

Les enseignants-chercheurs et chercheurs participant à ces programmes seront rémunérés par leur établissement d'origine et/ou pris en charge par un financement extérieur quand cela sera possible. Ils devront se conformer à la réglementation des établissements d'accueil.

Les enseignants-chercheurs s'engagent à effectuer les formalités administratives en vigueur avant leur arrivée dans le pays d'accueil (visa, assurances,...).

Article 8 :

Dans le cas d'échange de personnel technique ou administratif, les dispositions mises en place seront identiques à celles des enseignants-chercheurs (articles 6 à 7).

Article 9 :

Les établissements contractants conviennent d'échanger des étudiants du 3ème cycle (niveau doctorat) :

- ayant suivi leur scolarité respective dans de bonnes conditions,

- ayant une connaissance suffisante de la langue du pays d'accueil, dans le cas contraire, ils mettront en œuvre les moyens pour faciliter l'adaptation linguistique de leurs étudiants respectifs.

Article 10 :

Chaque établissement devra veiller à ce que les étudiants disposent des ressources suffisantes pour couvrir les frais de séjour et de voyage dans le pays d'accueil. Elle devra également s'assurer, que l'étudiant dispose d'une couverture sociale appropriée (maladie, accident, responsabilité civile). Aucune de ces prévisions n'entraîne nécessairement une obligation financière des parties signataires, qui pourront seulement contribuer à titre volontaire à résoudre les obligations énumérées.

Les étudiants bénéficiaires de ces échanges devront être inscrits dans leur établissement d'origine et y avoir acquitté leurs droits d'inscription. Ils seront alors inscrits à l'Université d'accueil sans avoir à y régler de droits d'inscription.

Les frais de voyage, d'hébergement, de restauration, d'argent de poche, ... resteront à la charge des étudiants. Néanmoins, les établissements permettront aux étudiants de bénéficier des services universitaires (restauration, bibliothèque,...).

Article 11 :

En cas de cotutelle de thèse, une convention particulière devra être signée pour chaque étudiant concerné.

Article 12 :

Les établissements contractants pourront s'engager à mettre en action d'autres activités par accord conjoint.

Article 13 :

En vue d'atteindre les objectifs définis ci-dessus, les établissements contractants s'engagent à mener les actions prévues selon les moyens dont elles peuvent disposer et conformément à la réglementation en vigueur dans chaque État.

Les établissements contractants détermineront d'un commun accord, les modalités, les procédures et les financements adéquats qui seront négociés et déterminés périodiquement.

Les financements nécessaires à la réalisation des actions définies seront sollicités dans le cadre des programmes mis en œuvre par les différents organismes nationaux et internationaux (Ministères, Ambassades, Commission Européenne, Organisations internationales, Collectivités territoriales...).

Article 14 :

En cas de différend concernant la forme ou l'exécution de cet accord les parties contractantes feront tout ce qui est en leur pouvoir pour résoudre les litiges à l'amiable.

Article 15 :

Le présent accord est rédigé en langue espagnole et en langue française. Les deux versions sont respectivement authentiques et font force d'engagement. Il entrera en vigueur à la date de signature des représentants légaux des trois établissements contractants.

Il est conclu pour une durée de 5 ans à l'issue de laquelle l'accord sera revu.

La révision du présent accord peut être demandée à tout moment par chacun des établissements contractants. Elle fait l'objet d'un accord conjoint de ces établissements, leurs instances supérieures compétentes entendues.

Le présent accord peut être résilié par accord conjoint et sous réserve d'un préavis de 6 mois par l'une des parties.

Tous les cas non prévus par le présent accord seront réglés en conformité avec les conditions générales de la réalisation de la coopération scientifique et technique entre les deux gouvernements.

Fait en trois exemplaires originaux.

Pasquale MAMMONE

Jean-Christophe CAMART

Roberto MARKARIAN

**Président
Université d'Artois France**

**Président
Université de Lille 1
Sciences et Technologies
France**

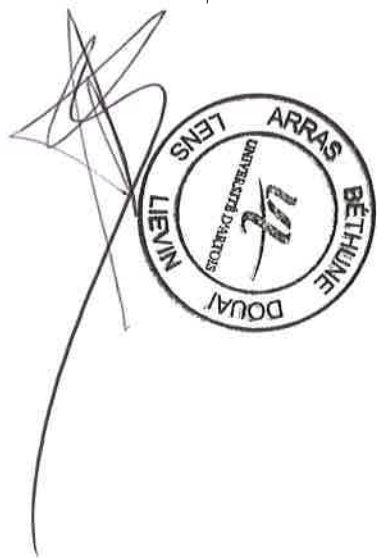
**Recteur
Universidad de la
República
Uruguay**



Date : 30/05/2017

Date : 02 Mai 2017

Date : 13 MAR. 2017



**ACUERDO MARCO DE
COOPERACIÓN
INTERUNIVERSITARIA**

ENTRE

**LA UNIVERSITÉ D'ARTOIS
(FRANCIA),**

**LA UNIVERSITÉ DE LILLE 1,
Sciences et Technologies
(FRANCIA)**

Y

**LA UNIVERSIDAD DE LA
REPÚBLICA
(URUGUAY)**

Preámbulo

En conformidad con las reglamentaciones en vigencia en cada país, se concluye, entre la Université d'Artois (Francia), la Université de Lille 1, Sciences et Technologies (Francia) y la Universidad de la República (Montevideo-Uruguay) un acuerdo de cooperación cuyo objeto es establecer y profundizar las relaciones en vista a contribuir al desarrollo de las actividades de formación e investigación.

Entre

La Université d'Artois, institución pública de carácter científico, cultural y profesional, sita en 9 rue du Temple, 62030, Arras Cedex (Francia), representada por su presidente, Pasquale MAMMONE y, más particularmente, *el Laboratoire de Mathématiques de Lens*;

L'Université de Lille 1, Sciences et Technologies, institución pública de carácter científico, cultural y profesional, sita en Cité Scientifique, 59655 Villeneuve d'Ascq Cedex (Francia), representada por su presidente, Jean-Christophe CAMART,

y

La Universidad de la República (Montevideo-Uruguay) institución pública de carácter científico, cultural y profesional, con sede legal en la Av. 18 de Julio 1824, 11200 Montevideo (Uruguay) representada por su rector, Roberto MARKARIAN.

Fueron convenidas las disposiciones siguientes:

Artículo 1:

La cooperación entre las instituciones contrayentes tiene fundamentalmente como objetivo:

- la realización de programas de investigación en el área cubierta por el presente acuerdo y el intercambio de todas las informaciones relativas a los resultados obtenidos,
- los intercambios de docentes-investigadores y de todo personal técnico y administrativo,
- la movilidad de estudiantes de doctorado y de posdoctorado,
- la organización de cotejos periódicos de las investigaciones en curso,
- la promoción de seminarios y coloquios sobre los correspondientes temas de investigación,
- de manera general, la organización de cualquier otro tipo de colaboración que pudiera resultar útil para la realización de estos objetivos.

Artículo 2:

Bajo reserva de toda extensión ulterior, la cooperación entre las instituciones contrayentes será desarrollada principalmente en la siguiente disciplina: MATEMÁTICAS.

Artículo 3:

Para los trabajos de investigación realizados conjuntamente en el marco del presente convenio, las partes se comprometen a respetar la mayor confidencialidad sobre los conocimientos previos aportados por una u otra parte y sobre los nuevos conocimientos surgidos de estos trabajos, a partir de que una u otra parte habrá presentado la petición expresada por escrito ante la otra parte.

Ninguna publicación científica referente a los resultados de la investigación común podrá hacerse sin el acuerdo escrito previo de la otra parte. Podrán ser realizadas publicaciones conjuntas. En el caso de confidencialidad declarada, ninguna revelación o difusión, en cualquiera de sus formas, de los resultados de la investigación realizada conjuntamente, podrá efectuarse sin común acuerdo de las dos partes.

En el supuesto caso de que los resultados puedan dar lugar al derecho de presentación de un título de propiedad industrial, las partes convienen negociar de buena fe, antes de adquirir

cualquier derecho, los términos de un contrato de copropiedad y gestión de este título de propiedad, que preverá una distribución de la propiedad en proporción al aporte de cada una de las partes en la realización de los trabajos.

Para los resultados de la investigación común que dan lugar a conocimientos técnicos no amparados de conformidad con la propiedad industrial, las partes convienen negociar los términos de un acuerdo que establezca normas comunes de protección de los resultados para el secreto y el posible uso de los conocimientos técnicos.

En el caso de resultados para los cuales no sería posible determinar los grados de participación de la universidad de Artois, de la Universidad de Lille 1 Sciences et Technologies y de la Universidad del República (Montevideo-URUGUAY), los posibles derechos derivados de la explotación económica de los resultados se compartirán a partes iguales entre las partes.

Artículo 4:

La puesta en práctica del presente acuerdo será objeto de una programación anual o plurianual elaborada en común por las tres instituciones contrayentes, las cuales se consultarán cada vez que lo consideren necesario.

Las tres instituciones contrayentes redactarán periódicamente un balance de las acciones realizadas o en curso de realización y establecerán un informe que será comunicado a sus instancias competentes.

Artículo 5:

En el marco del programa anual establecido conjuntamente, las instituciones contrayentes se comprometen a favorecer los intercambios de docentes-investigadores e investigadores.

El objetivo de su estadía será:

- tomar conocimiento de los sistemas educativos propios a cada país, y/o de poner en marcha programas de intercambio de estudiantes,
- participar en todo tipo de actividades docentes, ya sea dando seminarios y conferencias o en el marco de un proyecto,
- colaborar en la realización de trabajos pedagógicos comunes,
- participar en las actividades de investigación.

Artículo 6:

El número de docentes-investigadores que participen en estos intercambios y la duración de su estadía serán definidos con 3 a 5 meses de antelación.

El programa de trabajo se establece de manera definitiva una vez obtenido el aval de la institución invitante. Las condiciones de recepción, las modalidades del intercambio y las financiaciones serán determinadas por las instituciones contrayentes. Las partes concuerdan en la necesidad de otorgar a los flujos de intercambio un carácter equilibrado y que sea regulado, en lo posible, por un sistema de reciprocidad definido con anticipación.

Artículo 7:

Los docentes-investigadores e investigadores participantes en estos programas serán remunerados por sus instituciones de origen y/o por toda otra financiación exterior, siempre y cuando esto sea posible. Ellos deberán ajustarse a la reglamentación de la institución invitante.

Los docentes-investigadores se comprometen a respetar las formalidades administrativas vigentes antes de su llegada en el país invitante (visa, seguros,...).

Artículo 8:

Todo intercambio eventual de personal técnico o administrativo se efectuará según las mismas disposiciones aplicables a los docentes-investigadores (artículos 6 y 7).

Artículo 9:

Las instituciones contrayentes convienen en intercambiar estudiantes de posgrado (nivel doctorado):

- que hayan alcanzado una escolaridad de buena calificación,
- con un mínimo conocimiento del idioma oficial del país invitante; en caso contrario, harán efectivas todas las medidas necesarias para facilitar la adaptación lingüística de sus estudiantes respectivos.

Artículo 10:

Cada institución deberá asegurarse que los estudiantes dispongan de recursos financieros que les permitan cubrir los gastos de estadía y el pasaje hasta el país invitante. Deberá igualmente asegurarse que el estudiante disponga de una cobertura social apropiada (enfermedad, accidente, responsabilidad civil). Ninguna de estas previsiones implica necesariamente una obligación financiera que recaiga sobre las partes firmantes, que podrán contribuir solo a título voluntario a solventar las necesidades enumeradas.

Los estudiantes beneficiarios de estos intercambios deberán inscribirse y pagar la inscripción en su institución de origen. Ellos serán luego inscritos en la institución invitante, siendo eximidos del pago de inscripción.

Los gastos de viaje, alojamiento y viáticos en general quedarán a cargo de los estudiantes. No obstante, las instituciones les permitirán usufructuar los servicios universitarios (cantina, biblioteca,...).

Artículo 11:

En caso de cotutela de tesis, un convenio particular deberá ser firmado para cada estudiante en particular.

Artículo 12:

Las instituciones contrayentes podrán comprometerse, de común acuerdo, a poner en marcha otras actividades.

Artículo 13:

Teniendo como meta los objetivos definidos precedentemente, las instituciones contrayentes se comprometen a llevar a cabo las acciones previstas según los medios de los que puedan disponer y conformándose a la reglamentación vigente en cada país.

Las instituciones contrayentes determinarán, de común acuerdo, las modalidades, los procedimientos y las financiaciones adecuadas que serán negociadas y determinadas periódicamente.

Las financiaciones necesarias para la realización de las acciones definidas serán solicitadas en el marco de los programas puestos en marcha por los diferentes organismos nacionales e internacionales (ministerios, embajadas, Comisión Europea, organizaciones internacionales, colectividades territoriales).

Artículo 14:

En caso de desacuerdo relativo a la forma o la aplicación de este acuerdo, las partes contractantes harán todo lo que esté en su poder para solucionar los litigios de manera amistosa.

Artículo 15:

El presente acuerdo está redactado en español y en francés. Las dos versiones son respectivamente auténticas y pruebas fehacientes del compromiso. Entrará en vigencia una vez firmado por los representantes legales de las tres instituciones contrayentes.

Su período de vigencia será de 5 años, al final del cual será reconsiderado.

La revisión del presente acuerdo puede ser pedida en todo momento por cada una de las instituciones contrayentes. Esta será objeto de un acuerdo conjunto, luego de que las instancias superiores competentes se hayan pronunciado.

El presente acuerdo puede ser rescindido de común acuerdo y bajo reserva de un aviso previo de 6 meses por una de las partes.

Todos los casos no previstos por el presente acuerdo serán pautados en conformidad con las condiciones generales de la realización de la cooperación científica y tecnológica entre los dos gobiernos.

Hecho en tres ejemplares originales.

Pasquale MAMMONE

Jean-Christophe CAMART

Roberto MARKARIAN

**Presidente
Université d'Artois
Francia**

**Presidente
Université de Lille 1
Sciences et Technologies
Francia**

**Rector
Universidad de la
República
Uruguay**

Fecha: 30/05/2014

Fecha: 02 Mai 2017

Fecha: 13 MAR. 2017

